

par tous les intéressés, et également de la part de tous les membres de la communauté balte au Canada. C'est évidemment à ce titre que je me suis entretenu avec le parlementaire qui est actuellement vice-président de la Lettonie.

Monsieur le Président, des représentants du ministère des Affaires extérieures et du Commerce extérieur sont en contact continu avec les représentants des communautés baltes et avec les personnes concernées.

Nous continuons notamment de faciliter les expéditions de fournitures médicales vers la Lituanie et les autres États baltes.

Notre ambassade à Moscou continue de transmettre le message du Canada, c'est-à-dire le message de la Chambre des communes et de notre gouvernement, aux autorités soviétiques par l'entremise du ministère soviétique des Affaires étrangères, message qui leur a été communiqué notamment au cours de la conversation que l'ambassadeur du Canada, M. Michael Bell, a eue avec le nouveau ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique, M. Bessmetsykh.

Un représentant de notre ambassade assure des services consulaires à Vilnius, à l'intention des Canadiens qui se trouvent dans cette région et il se charge de transmettre les communications. Il est en contact direct avec le président Landsbergis.

Un autre agent d'ambassade doit partir bientôt pour Riga.

Nous songeons aux moyens d'inclure les États baltes dans la démarche de la CSCE. Le Canada tient des propos énergiques à la conférence de la CSCE qui a lieu à Valetta et qui étudie les méthodes de résolution pacifique des différends, et il fera de même lors des réunions permanentes à Vienne.

À l'instar d'autres pays, le Canada jouera la carte de la dimension humaine de la CSCE qui, nous le pensons, devrait nous permettre d'exercer plus d'influence que naguère quand nous exigerons officiellement des explications des autorités soviétiques sur la situation dans les États baltes.

Le député de Markham, la Chambre le sait, a formulé aujourd'hui une proposition dont j'ai pris bonne note au sujet d'une conférence de la CSCE qui mettrait l'accent sur les droits de la personne.

Nous discutons de la situation avec nos alliés de l'OTAN et nous étudions les moyens de la porter à l'attention des